

e révolution lente?

Il décide d'organiser le « mouvement » avec d'autres camarades, pour s'insurger contre l'élitisme et la dégradation des moyens des forces armées et entre en contact avec le PRV (Parti révolutionnaire vénézuélien). En 1982, le petit groupe de militaires a créé un mouvement - essentiellement composé de capitaines - l'EBR 200 (Ejército bolivariano revolucionario). L'EBR 200 fonctionne pendant des années dans la clandestinité. Ses membres ont des contacts avec plusieurs organisations révolutionnaires. Le 4 février 1992, une insurrection "civilico-militaire" éclate. Elle est appuyée par des combattants de Bandera Roja, d'une partie de la Causa R et de la Liga socialista mais c'est un échec. Chávez est arrêté et emprisonné mais cette tentative l'a fait connaître largement.

En 1998, le peuple a voté pour la candidature d'Hugo Chávez. Il a immédiatement pris un décret organisant un référendum dans le but d'approuver la convocation d'une assemblée constituante.

Quelques mois plus tard, les membres de l'Assemblée Constituante ont été élus et seulement 5 % d'entre eux appartenaient aux partis traditionnels.

La Constitution a été débattue publiquement avec la participation de tous les secteurs et approuvée par référendum par toute la population.

La constitution

Le préambule de la Constitution¹ rappelle la nécessité de refonder la République pour : « [...] établir une société démocratique, participative, multiethnique et pluriculturelle dans un Etat de justice, fédéral et décentralisé qui consolide les valeurs de la liberté, de l'indépendance, de la paix, de la solidarité, le bien commun, l'intégrité territoriale, la cohabitation et le pouvoir de la loi pour celle-ci et les futures générations ; assure le droit à la vie, au travail, à la culture, à l'éducation, à la justice sociale et à l'égalité sans discrimination ni subordination aucune, promeut la coopération pacifique entre les nations et impulse et consolide l'unité latino-américaine en accord avec le principe de non-intervention et l'autodétermination des peuples, la garantie universelle des droits de l'homme, la démocratisation de la société internationale, le désarmement nucléaire, l'équilibre écologique et les biens juridiques de l'environnement comme patrimoine commun et non négociable de l'humanité »

Elle prévoit le droit au logement ; le droit à la santé (qui est une obligation de l'Etat), les biens et les services publics de santé ne pouvant pas être privatisés (Art. 84) ; le droit à la sécurité sociale (l'Etat a créé un système de sécurité sociale universelle, de financement solidaire et de gestion participative) (Art. 86) ; le droit au travail (Art. 87) ; l'égalité des hommes et des femmes au travail (Art. 88), la limitation du temps de travail quotidien à 8 heures (l'employeur ne peut pas imposer des heures supplémentaires) (Art. 90) ; le droit à l'éducation gratuite et obligatoire (l'éducation à l'environnement et à la citoyenneté est obligatoire). (Art. 102 et 107)

Pendant les premières années, ayant fait le choix de ne pas entreprendre d'épuration dans la fonction publique, dans la bureaucratie des ministères, des gouvernements régionaux et locaux, Chávez s'est tout de suite trouvé confronté à

un appareil institutionnel décidé à empêcher toute matérialisation du projet de transformation sociale. Pour mettre en oeuvre les programmes sociaux, le gouvernement a dû contourner cette bureaucratie en recrutant de très jeunes cadres et en créant de nouvelles formes d'organisation, des nouveaux ministères et surtout les « missions » pour s'attaquer aux problèmes les plus aigus comme la pauvreté, l'analphabétisme, la malnutrition, la santé, etc. Il s'est pour cela appuyé sur la mobilisation et la participation populaire pour définir les objectifs et contrôler les tâches.

Hugo Chávez a également été confronté à la bourgeoisie et particulièrement à l'emprise qu'elle exerçait sur l'entreprise pétrolière d'Etat, la PDVSA. Une dizaine de lock-out ont été organisés pour bloquer l'économie nationale (dont le dernier a duré 64 jours).

Les réformes

Les réformes entreprises par le gouvernement bolivarien ont profondément modifié le pays. Il s'agit d'une politique sociale intégrale, qui ne se résigne pas à la réussite d'objectifs limités et à la prise en charge partielle de la pauvreté, mais qui fixe comme objectif de dépasser celle-ci à travers l'universalité, l'action transversale des politiques et des programmes publics.

Depuis le 2^e trimestre 2003, le Gouvernement a mis en place plusieurs programmes sociaux : les "misiones sociales". Santé, éducation, emploi, répartition des terres, alimentation, accès au sport et à la culture sont financés par la rente pétrolière. ■

D'après
Richard NEUVILLE

(Ce texte est composé d'extraits du dossier spécial de *Rouge & Vert* n°222, téléchargeable sur le site des Alternatifs.)

1. La Constitution bolivarienne est consultable en français sur le site de l'Ambassade du Venezuela en France : www.embavenez-paris.com



Cogestion sous contrôle ouvrier

Soucieux de mieux comprendre le concept de « cogestion sous contrôle ouvrier », forme retenue par le gouvernement bolivarien depuis début 2005 pour soutenir les entreprises récupérées par les travailleurs, nous avons souhaité visiter l'entreprise INVEPAL.



La récupération de cette entreprise a fait l'objet d'une longue lutte et fait figure de pionnière en matière de récupération d'entreprises et de reprise en cogestion sous contrôle ouvrier au Venezuela.

En compagnie de Regulo Barreto, de Autonomía sindical¹, nous avons donc quitté Caracas et parcouru 230 kilomètres pour nous rendre à Moron, dans l'état de Carabobo pour visiter cette entreprise. Il s'agit d'une papeterie qui est située en bordure de la mer des Caraïbes, dans une zone peu urbanisée et non loin d'un complexe pétrochimique.

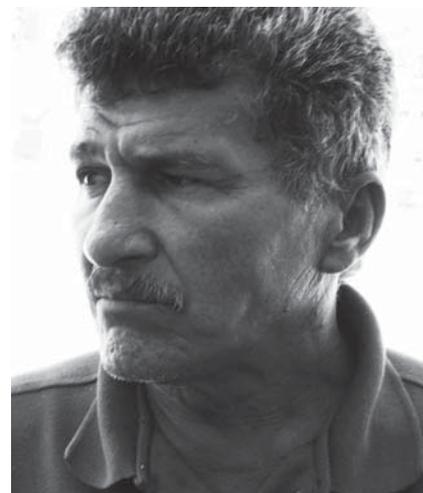
L'entreprise s'étend sur un territoire de 5 800 hectares, bordé d'immenses plages et recouvert de cocotiers et de palmiers. C'est une tradition, les entreprises au Venezuela avaient l'habitude d'acquérir d'immenses terrains entourant les centres de production dans un but spéculatif. L'entreprise VENEPAL avait respecté cette tradition et avait acquis des terrains qui restaient en jachère. Le complexe comprenait notamment des terrains pour les troupeaux, des moulins, des maisons, un hôtel équipé d'une piscine, un stade de base-ball, un générateur électrique et même un aérodrome. L'entreprise a été créée dans les années 50, et, en 1998, elle comprenait 5 unités de production et employait 1 810 travailleurs. Elle contrôlait 40 % du marché national et elle était une des plus importantes papeteries en Amérique latine.

Mais l'entreprise a commencé à perdre des parts de marché et à s'endetter fortement au début des années 2000. Des actionnaires se sont retirés, d'autres comme le groupe mexicain COPAMEX en ont pris le contrôle en janvier 2000 pour se retirer en décembre de la même année. Une partie de l'entreprise VENEPAL est ensuite achetée par une entreprise colombienne, SMURFIT, qui projette de délocaliser la production en Colombie. En juillet 2003, alors qu'il ne reste plus que 600 travailleurs, VENEPAL est déclarée en faillite. Il s'agit notamment de casser la résistance des travailleurs et le soutien dont ils bénéficiaient. D'autant plus que les dirigeants de l'entreprise se sont largement compromis dans la déstabilisation du pouvoir bolivarien. En avril 2002, lors du golpe, certains des principaux actionnaires ont assisté à l'intronisation de l'éphémère présidence de Pedro Carmona, responsable de la fedecamara (chambre patronale). De même, lors du principal lock-out patronal de décembre 2002 - janvier 2003, les travailleurs ont dû occuper l'usine pour éviter la paralysie de la production, décrétée par les patrons.

A partir du 4 juillet 2003, les travailleurs ont occupé l'entreprise pendant 80 jours et ont commencé à assurer eux-mêmes la production. A l'issue de cette action, il y a eu une trêve mais l'entreprise a cessé toute activité le 4 septembre 2004. Les travailleurs ont repris l'occupation pendant de longs mois, persuadés que cette entreprise restait viable et ont élaboré un projet de récupération. Ils ont mené de nombreuses actions et ont lancé une campagne internationale de soutien.

Finalement, le 13 janvier 2005, l'Assemblée nationale a adopté une loi décrétant l'entreprise VENEPAL cause d'utilité publique et sociale. Elle a voté l'expropriation à l'unanimité et créé l'entreprise INVEPAL SA dont la durée a été fixée à 50 ans. Cette nouvelle entreprise est constituée d'un capital de 13 200 000 000 bolívares, détenu à 51 % par l'Etat et 49 % par la coopérative constituée par les travailleurs (COVINPA). La part des travailleurs a été accordée sous forme de prêt par l'Etat dans le but de réactiver l'entreprise sous le mode de la cogestion.

La nouvelle entreprise est dirigée par un directoire, composé de 5 membres : 2 représentants de l'Etat et 3 de la coopérative.



Pour Ramón Lagardera, qui nous a rappelé la genèse de ce projet, le « directoire ne fonctionne pas bien » et il n'a pas caché son scepticisme sur le concept de cogestion car il estime, que « dans un processus révolutionnaire, les travailleurs doivent pouvoir s'approprier l'appareil de production. La part détenue par la coopérative doit évoluer pour qu'à terme les travailleurs soient autonomes et que l'entreprise fonctionne en autogestion. »².

INVEPAL fonctionne avec 2 unités de production (la principale à Moron et l'autre à Maracay dans l'état voisin d'Aragua). Il y a à peu près 500 travailleurs, dont 300 sont membres de la coopérative. Dans la configuration actuelle, les travailleurs associés sont des prestataires de service d'INVEPAL. La coopérative gère la cantine, une école et l'immobilier dans lequel des paysans voisins - qui ont également participé à la lutte - se sont installés et cultivent les terres inoccupées par la production papetière.

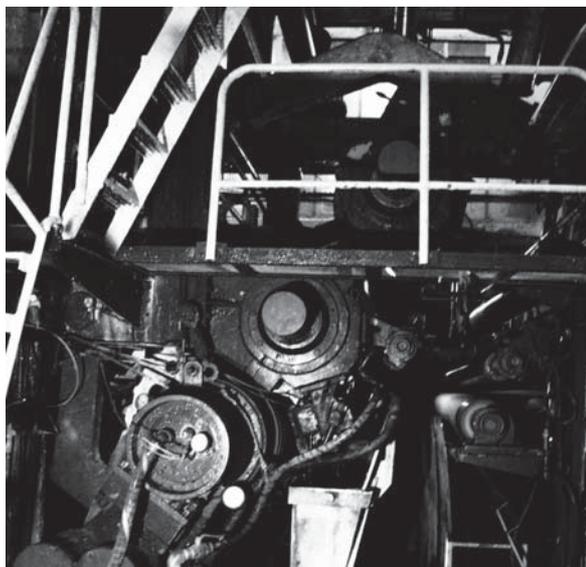
Cette expérimentation a déjà fait des émules comme dans l'entreprise d'aluminium ALCASA mais celle-ci reste publique et les travailleurs sont étroitement associés à la gestion.

Néanmoins, ses responsables se défendent de renouveler le type de cogestion à l'Allemande. Les travailleurs élisent les managers - qui conservent leurs salaires précédents - et sont soumis au

droit de révocation. Il s'agit d'éliminer la bureaucratie et la corruption. L'an dernier, des responsables syndicaux de l'électricité de la FETRAELEC – UNT ne nous avaient pas caché leurs difficultés pour la mise en œuvre de la cogestion au sein de l'entreprise publique de production et de distribution d'électricité CADAFE.

Le concept de cogestion à la Vénézuélienne recouvre donc différentes formes et reste controversé et selon les dires des travailleurs d'INVEPAL, « rien n'est clair ! ». L'Etat envisage une loi sur la cogestion, et les services des ministères du travail et de l'économie populaire ont planché sur un projet qui a été jugé insatisfaisant par 55 % des associés de la coopérative COVINPA. La cogestion reste à définir dans son contenu et sa forme. L'exemple d'INVEPAL illustre bien les balbutiements que l'on retrouve dans d'autres domaines au Venezuela mais on invente, on expérimente et on tente de développer de nouvelles formes de production et de nouveaux rapports au travail. Quoi qu'il en soit, le président vénézuélien a annoncé, il y a un peu plus de 6 mois, lors de son émission dominicale « Alo Presidente », que 136 usines actuellement fermées pourraient être expropriées et que les travailleurs seraient étroitement associés à la gestion. Doit-on comprendre que la cogestion n'est qu'une étape vers l'autogestion comme certains interlocuteurs nous l'ont dit ? Rien n'est moins sûr ! L'avenir le dira. ■

Richard NEUVILLE



(1) Autonomía sindical est une des 3 tendances de la nouvelle centrale syndicale, la Unión sindical de los trabajadores (UNT), elle est liée à Patria para Todos (PPT) ; les 2 autres tendances sont Fuerza bolivariana de los trabajadores liée au Movimiento por la Vè República (MVR) et Clasista, Revolucionaria, Internacionalista y Socialista qui est liée au Partido Revolución y Socialismo (PRS) d'inspiration trotskyste et influencée par les morenistes.

(2) Entretien réalisé le 31 janvier 2006.

Alternatives médiatiques

L'information est un enjeu démocratique. Les médias sont d'ailleurs les premiers à nous le rappeler. Mais que se passe-t-il quand le « 4e pouvoir » ne porte plus le pluralisme démocratique mais la seule voix autoritaire d'une oligarchie ? Cette question, le gouvernement chaviste a été obligé de se la poser après la tentative de coup d'État du 11 avril 2002 ; coup d'État auquel les gros médias avaient directement participé. Comment répondre, dans une démocratie, à l'offensive de médias non-démocratiques ? Il y a des soirées de résultats référendaires en France où l'on se pose des questions similaires. Le gouvernement vénézuélien a commencé à y répondre.

Mille Mercurio

Qui se souvient d'El Mercurio, le quotidien chilien particulièrement réactionnaire des années 70 qui participa activement au golpe de 73 qui déboucha sur le renversement et la mort de Salvador Allende ? Le paysage médiatique vénézuélien ne souffre pas de la présence d'un Mercurio, il est composé pratiquement uniquement de Mercurio :

C'est 95 % des fréquences radio et TV, et la quasi-totalité de la presse écrite¹ qui mènent une guerre totale contre Chávez.

Depuis son arrivée au pouvoir en 1998, les cinq principales chaînes de télévision privées - Venevisión, Radio Caracas Televisión (RCTV), Globovisión, Televen et CMT - et neuf des dix grands journaux nationaux - El Universal, El Nacional, Tal Cual, El Impulso, El Nuevo País, El Mundo, etc. - mènent une guerre médiatique constante contre le gouvernement bolivarien. Il

s'agit d'ailleurs, dans une certaine mesure, de la principale force d'opposition.

La déontologie n'est pas toujours au rendez-vous. Par exemple, le 15 mars 2002, Chavez est à la tête d'un réseau islamiste : « Des sources des services de renseignement ont mis au jour des accords passés avec des éléments liés au Hezbollah de [l'île vénézuélienne de] Margarita, qui sont contrôlés par l'ambassade d'Iran. On se souvient que, du temps de la campagne de Chávez, un dénommé Moukhdad aurait été très généreux avec le président actuel. Cela mérite remerciement et maintenant l'Iran veut faire du Venezuela une base d'opération, en échange de l'entraînement de Vénézuéliens dans les organisations iraniennes de défense de la révolution islamique. Le terrorisme est parmi nous³. »

Le 21 mars, il est à la tête d'un réseau mafieux : « Hugo Chávez a admis être le chef d'un réseau de délinquants⁴ ».

Il est étonnant de voir qu'aucune de ces « infos », pas plus que les comparaisons avec Amin Dada, Mussolini ou Hitler n'a donné suite à des poursuites judiciaires.

Si le gouvernement subit les attaques incessantes des médias, l'opposition a par contre son rond de serviette dans chaque rédaction.

L'investissement militant des médias est monté d'un cran quand ils se sont directement engagés dans la grève générale du 10 décembre 2001.

En direct du golpe

Le 11 avril 2002, RCTV appelle l'opposition à marcher sur Miraflores (le palais présidentiel). Les putschistes se réunissent dans les locaux de Venevisión .../...

.../... et les chaînes privées proposent leurs aides techniques aux putschistes.

Quand le Golpe a lieu, RCTV publie une liste des personnalités les plus recherchées. Les putschistes suspendent la diffusion de la chaîne d'Etat Venezolana de Televisión (VTV), de Radio Nacional de Venezuela et de l'agence officielle Venpres. Puis ce sont les médias alternatifs qui sont suspendus : Radio Perola, TV Caricua, Radio Catia Libre, Catia TV et Teletambores sont fermés d'autorité. Le 13 avril, les partisans de Chávez se rassemblent en nombre devant les grands médias pour réclamer le droit d'être entendu. Reporters sans frontière, que la fermeture des médias pro-chavistes et l'arrestation de journalistes n'a pas dérangé, s'inquiète soudain de voir les journalistes putschistes ainsi menacés par la population.

Après le rétablissement de la normalité démocratique et le retour de Chavez, aucun journaliste n'a été inquiété, ce qui n'empêche pas les mêmes ex-putschistes de s'inquiéter de la liberté de la presse menacée.

Du droit commun de médire
au droit aux médias
communautaires

La principale réponse du gouvernement chaviste a été de miser sur les médias communautaires : le processus bolivarien n'est pas à l'origine de ces médias mais il leur a permis de passer de l'existence illé-

gale tolérée à la légalité. La nouvelle Constitution établit en effet le «droit à la communication» comme l'un des outils principaux de la «démocratie participative» qu'elle institutionnalise: «La création culturelle est libre, cette liberté comprend le droit de production, d'investissement et de diffusion des œuvres créatrices, scientifiques, techniques et humanistes, et incluant la protection légale des droits d'auteurs, homme et femme, sur leurs œuvres (...).»

Outre l'augmentation des aides aux médias communautaires (nous avons pu constater de visu que les aides de l'État permettent à ces médias de travailler dans de meilleures conditions que leurs équivalents européens) ceux-ci disposent aujourd'hui d'une vitrine nationale avec Vive TV, lancée en novembre 2003.

Vive Vive !

Alors que l'autre chaîne de télévision publique, Canal 8, s'enlise dans une bataille de contre-propagande face aux médias d'opposition (certains responsables chavistes la surnomment « notre Pravda»), Vive a décidé de se tourner vers l'espace social ignoré des gros médias : les 85% de vénézuéliens pauvres.

La différence saute immédiatement aux yeux : sur RCTV, Globovision ou Venevision, des jeunes gens dynamiques, blonds, à la peau blanche vivent dans un monde propre des aventures de riches dans une esthétique plus proche des spots européens pour Kinder surprises que des réalités sociales vénézuéliennes. Sur Vive, c'est le monde réel qui prend d'assaut l'espace public où se construit aujourd'hui l'imaginaire collectif : la télé. Pas d'amour impossible des telenovellas à brushing, mais des programmes d'alphabétisation ou des questions d'accès aux soins.

À en croire le cahier des charges, il s'agissait, avec Vive, de «créer une vitrine nationale pour tous les mouvements locaux de communication locale dans le pays.⁵»

Vive ! propose des émissions thématiques (« Pueblo Soldado », sur les rapports entre l'armée et la population ou «Tierra soy yo », sur le monde agricole), de construction identitaire (« Noticia del Sur », informations exclusivement sur l'espace latino-américain, « Vencer es tradicion», «la défaite fait partie de nos traditions », programme d'histoire populaire sur les figures, les mouvements sociaux et les grandes luttes populaires, « Historias locales », sur le quotidien des classes populaires...) et des programmes sur les réformes sociales (« Un dia en ... », sur le système éducatif bolivarien, « Misione-

ros», sur les différentes missions engagées par le gouvernement).

Vive produit aussi des spots politiques au format de publicités, des programmes pour les enfants ou de la musique.

Vive diffuse aussi, une fois par semaine, un programme d'information sur la production de ses programmes. Il s'agit là d'un important travail de transparence.

Cependant, le gros de la production ne vient pas de Vive, mais de ses partenaires communautaires (Seulement quarante pour cent des programmes sont produits en interne) mais Vive TV forme elle-même les équipes de tournage qui alimentent ses programmes.

Quand les émissions passent à l'écran, caméras et micros n'apparaissent jamais. Pas plus que les journalistes.

Pour Blanca Eekhout, responsable de la télévision communautaire Catia TV à qui a été confiée la direction de Vive, «Vive TV représente une première étape dans la création d'une vraie télévision latino-américaine à l'échelle du continent.»

Tous les quartiers du monde

De la chaîne de télévision communautaire de quartier à la chaîne de télévision communautaire continentale, il n'y a qu'un pas franchi en mai 2005.

Sous l'impulsion du Venezuela, quatre pays d'Amérique latine ont lancé Telesur, une chaîne d'information mondiale «contre le monopole médiatique du Nord».

Reprenant à son compte l'idée d'une chaîne de télévision du Sud pour le Sud⁶, le président lançait l'idée lors du douzième sommet du G15 : « Au Sud, nous sommes les victimes du monopole médiatique du Nord (...) responsable de la dissémination dans nos pays et dans les cerveaux de nos concitoyens d'informations, de valeurs et de schémas de consommation qui n'ont tout simplement rien à voir avec notre réalité et qui représentent aujourd'hui l'instrument de domination le plus puissant et le plus efficace. (...) Pour faire face à cette réalité et pour commencer à la transformer, je propose la création d'une chaîne de télévision qui serait vue à travers le monde et qui diffuserait des informations et des films en provenance du Sud. Ce serait là une étape fondamentale pour renverser le monopole médiatique. »

Notre Nord, c'est le Sud

Le slogan de la chaîne, « Nuestro norte es el Sur » (« Notre Nord, c'est le Sud »), reprend un vers du peintre uruguayen Joaquín Torres-García :

Nuestro norte es el Sur

Chavez contre Lula

Le 18/08/04, Alexandre Adler commentait un article pour s'alarmer du «désir évident qu'éprouve Chavez, le gorille bolivarien, de confisquer le pouvoir » et d'instaurer au Venezuela « une dictature rouge-brune, étroitement alliée à Cuba».

Il y comparait Chavez et Lula : « tout oppose en effet le régime de Lula et celui du semi-Caudillo vénézuélien Hugo Chavez. Chez les dirigeants brésiliens du Parti des travailleurs, on ne trouve aucun excès économique [...], aucun populisme irresponsable, aucune démagogie en matière de réforme agraire, aucune apologie du protectionnisme industriel et pas trace de l'antisémitisme populiste que Chavez a contracté au contact de ses interlocuteurs les plus extrémistes dans l'Opep». C'était la page d'humour d'A.Adler.

« Chavez, mi-Peron et mi-Guevara » in Le Figaro du 18/08/04